

Géorgie/Transport maritime

Le tanker disparu avec 17 marins géorgiens a été retrouvé

AFP  
Tbilissi/Géorgie

UN tanker de 121 mètres de long avec à son bord 17 marins géorgiens, porté disparu depuis plus d'une semaine dans le Golfe de Guinée, a été retrouvé au large du Congo, ont annoncé vendredi les autorités géorgiennes. Le Pantelena, battant le pavillon panaméen, "a été retrouvé dans les eaux territoriales du Congo et se dirige vers le port de Lomé au Togo", a indiqué le ministère géorgien des Affaires étrangères dans un communiqué.



Photo : D.R./L'Union

"La vie et la santé des marins géorgiens n'est pas menacée", a-t-il ajouté. Le navire, construit en

2006 et d'une capacité de 7.000 tonnes, appartenant à la société grecque Lotus Shipping, était porté dis-

paru depuis le 14 août. Une opération de recherches avait été lancée, le golfe de Guinée étant considéré

Le tanker disparu a été retrouvé au large du Congo.

comme l'épicentre de la piraterie maritime dans le monde. Un haut responsable géorgien a néanmoins indiqué vendredi à l'AFP que "ce qu'il s'est passé avec le Pantelena n'a probablement rien à voir avec la piraterie". "L'incident est clos", a ajouté ce haut responsable sans donner davantage de précisions.

Italie/Immigration

L'Italie menace Bruxelles de représailles budgétaires

AFP  
Rome/Italie

Le gouvernement italien a donné 24 heures à la Commission européenne pour trouver une solution pour accueillir les 177 migrants sauvés par le navire Diciotti, sans quoi elle ne paiera plus sa cotisation au budget de l'UE.

LE gouvernement italien parle d'une seule voix sur le dossier migratoire : celle du ministre de l'Intérieur et leader de la Ligue, qui exige que les pays européens accueillent les 177 migrants sauvés par le navire Diciotti vingt-sept mineurs ont été autorisés à débarquer dans le port de Catane tandis que 150 adultes sont toujours confinés à bord. Luigi di Maio, leader du M5S épouse la ligne intransigeante de Matteo Salvini dont la fermeté en fait l'un des ministres les plus populaires. Il lance un ultimatum à la Commission européenne, à qui il donne 24 heures pour parvenir à un accord sur la répartition des migrants. « Si Bruxelles n'y arrive pas, l'Italie ne sera plus disposée à verser



Photo : AFP

chaque année 20 milliards d'euros à l'UE, le montant de sa contribution au budget de l'UE », affirme le vice-président du conseil. Il ne fait pas là preuve d'excès que dans le ton utilisé, mais aussi dans les chiffres qu'il avance, puisque, en moyenne ces dix dernières années, Rome a contribué à hauteur de 14 milliards d'euros par an au budget communautaire. Se soustraire à cette obligation signifierait évidemment quitter l'Union Euro-

péenne ce qui n'est, actuellement, envisagé sérieusement par personne.

**Entretenir l'euro-scepticisme grandissant\*** La menace de Luigi di Maio vise à entretenir l'euro-scepticisme grandissant de l'opinion publique désignée comme bouc émissaire à la moindre difficulté ou crise à laquelle le gouvernement est confronté. L'effondrement du pont Morandi à Gênes le 14 août dernier est « la faute des

La menace de Luigi di Maio vise à entretenir l'euro-scepticisme grandissant de l'opinion publique désignée comme bouc émissaire.

contraintes de Bruxelles qui nous empêchent de dépenser de l'argent pour sécuriser les écoles où vont nos enfants ou les autoroutes sur lesquelles voyagent nos travailleurs » avait immédiatement commenté Matteo Salvini. Elles seront de nouveau dénoncées cet automne lorsqu'il faudra soumettre le budget italien à la Commission Européenne en faisant les comptes, avec l'inquiétude des marchés et des promesses électoralistes irréalisables.

Un alibi également idéal pour les renier, mais surtout pour entretenir à peu de frais la côte de popularité record un gouvernement qui s'établit à 60% d'opinion favorable. Hystériser la question migratoire pourra en effet s'avérer utile lors des élections européennes au printemps prochain ou en cas de législatives anticipées. Matteo Salvini est maître en la matière, ne cessant de répéter que l'Italie « ne sera plus le camp de réfugiés de l'Europe ». A ceux qui lui reprochent de « séquestrer les migrants à des fins de propagande politique », le ministre de l'Intérieur rétorque immédiatement par une énième provocation. « Les vrais otages se sont les Italiens. Otages des immigrés et de l'Europe depuis trop longtemps. ». Il accuse cette dernière de « lâcheté » et attend des « gestes concrets car nous n'avons plus confiance ». Une perte de confiance réciproque tandis que les migrants à bord du Diciotti cherchent à ne pas perdre espoir en une solution rapide. Après huit jours de confinement, leur situation humanitaire et sanitaire se détériore.

L'Afrique en bref

Zimbabwe : La Cour constitutionnelle confirme la victoire de Mnangagwa



Photo : AFP/L'Union

La Cour constitutionnelle du Zimbabwe a confirmé hier la victoire du président sortant Emmerson Mnangagwa. Le 30 juillet, le président Mnangagwa avait remporté le scrutin avec 50,8% des suffrages contre son rival Nelson Chamisa, crédité de 44,3% des voix.

Afrique du Sud : Un ex-ministre raconte avoir été menacé de mort

L'ex-vice-ministre des Finances Jonas Mcebisi a indiqué vendredi à la justice de son pays comment les sulfureux frères Gupta sous le règne controversé de l'ex-président Jacob Zuma, l'avait menacé de mort. C'est lui qui avait le premier publiquement levé le voile sur les pratiques des Gupta, en révélant que les trois frères l'avaient convoqué en 2015 pour lui offrir le poste de ministre des Finances en échange de son aide pour obtenir des contrats.

A travers le monde

Corée du Sud: Peine alourdie pour l'ex-présidente Park Geun-hye



Photo : AFP

La cour d'appel de Séoul a alourdi ce vendredi à 25 ans de détention la peine de l'ancienne présidente Park Geun-hye qui avait été destituée l'année dernière dans un retentissant scandale de corruption et d'abus de pouvoir. En mars 2017, elle avait été arrêtée pour toute une série d'accusations qui ont mis en lumière les accointances troubles entre le pouvoir politique et les grands conglomérats familiaux sud-coréens. Elle avait été condamnée en avril en première instance à 24 années de détention.

Australie: Scott Morrison, un nouveau Premier ministre à la tête du pays

En Australie, la crise politique touche à sa fin après sept jours d'incertitudes. Le parti libéral au pouvoir a élu un nouveau Premier ministre pour remplacer Malcolm Turnbull, jugé trop faible. Il s'agit de Scott Morrison, qui était jusqu'à maintenant le ministre du Budget du pays.

Centrafrique/Conflit armé

Un Casque bleu burundais tué dans une embuscade

AFP  
Libreville/Gabon

UN Casque bleu burundais a été tué jeudi soir en Centrafrique dans une embuscade d'un groupe antibalaka à une vingtaine de km d'Alindao (centre), a annoncé vendredi la Mission de l'ONU en RCA (Minusca).

Des hommes armés ont "attaqué du personnel de la Minusca qui assurait la sécurité d'un camion appartenant à un contractant de la Mission. Des casques bleus (...) à Pavika ont été envoyés en renfort" dans la soirée "et c'est en cours de route qu'ils sont tombés dans une embuscade tendue par un autre groupe d'antibalaka", a indiqué un communiqué de la mission de l'ONU.

Le village de Pavika est situé à 22km d'Alindao, dans le centre de la RCA. Cette nouvelle attaque porte à cinq le nombre de Casques bleus tués en République centrafricaine cette année. Le 18 août, trois Casques bleus avaient été blessés dans une attaque antibalaka à Mbres (centre). D'autres Casques bleus avaient été pris pour cible le 20 août par des éléments

du groupe armé Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) à Bria (est). Depuis 2013, la quasi-totalité du territoire de la Centrafrique vit sous la coupe de groupes armés et de milices qui commettent d'innombrables violences et exactions. La chute cette année-là du président François Bozizé, renversé par l'ex-rébellion de la Séléka qui se procla-

mait protectrice des musulmans, avait entraîné une contre-offensive des milices antibalaka, prétendant défendre les non-musulmans. Groupes armés issus de la Séléka et milices s'affrontent aujourd'hui pour le contrôle des ressources dans ce pays de 4,5 millions d'habitants classé parmi les plus pauvres au monde, mais riche en diamants, or et uranium.